



Établissement public du parc national des Calanques

Décision individuelle

N°2014- 115

Pétitionnaire : Parc national des Calanques
Nature de la demande : Travaux Construction Installation
Localisation : ZNP Planier/Veyron ; ZNP Riou/Podestat/Pointe du vaisseau ; ZNP Sormiou ; ZNP Devenson ; ZNP Cacao ; ZNP Cap Soubeyran
Nature des Travaux : Balisage (terre/mer) des « Zones de Non Prélèvement » dans le cœur marin du Parc national des Calanques

Le Directeur de l'établissement public du Parc national des Calanques,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 331-4, R. 331-18 ;

Vu le décret n° 2012-507 du 18 avril 2012 –modifié- créant le Parc national des Calanques et notamment son article 7 ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 décembre 2011 relatif aux travaux dans les cœurs de parcs nationaux portant application de l'article R. 331-19-1 du code de l'environnement ;

Vu la charte du Parc national des Calanques approuvée par l'article 27 du décret du 18 avril 2012 susvisé – Volume II fixant les modalités d'application de la réglementation (MARCOeur), notamment les MARCOeur 11 et 12 ;

Vu la délibération n° CS-2012-06 du conseil scientifique de l'établissement public du Parc national des Calanques portant délégation de compétence consultative à sa Présidente ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 avril 2013 portant nomination du directeur de l'Établissement public du Parc national des Calanques ;

Vu la demande formulée par l'établissement public du Parc national des calanques en date du 24 avril 2014 ;

Vu l'avis de la présidente du conseil scientifique du Parc national des Calanques en date du 2 juin 2014 ;

Considérant que ce projet a fait l'objet d'une évaluation des incidences au titre de Natura 2000, qui n'a pas révélée la présence dans la zone considérée d'espèces protégées et d'habitats communautaires ;

Considérant que les travaux projetés sont donc conformes aux dispositions des textes susvisés ;

ARRETE

Article 1

Dans le cadre de l'autorisation spéciale prévue au 1° du I. de l'article L. 331-4 du code de l'environnement, j'autorise l'établissement public du Parc national des calanques, à mettre en place le balisage des zones de non prélèvement, située dans le cœur du Parc national des Calanques.

Article 2

Le présent avis conforme, favorable valant autorisation de travaux au titre du 1° du II. de l'article 7 du décret de création est délivré sous réserve des prescriptions suivantes :

1. le site, à la clôture des travaux, devra être laissé dans un parfait état de propreté (pendant le chantier, éviter tout abandon de déchets).

Article 3

Le présent avis conforme est délivré pour la période du 10 juin 2014 au 1^{er} janvier 2016.

Article 4

Le présent avis conforme est délivré au titre de la réglementation spéciale en vigueur dans les espaces de cœur du Parc national des Calanques et du site classé « Calanques et îles marseillaises », et ne se substitue pas aux obligations de l'établissement public du Parc national des Calanques et aux autres autorisations nécessaires à la réalisation de ces travaux.

Article 5

Le présent avis conforme sera publié au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national des Calanques.

À Marseille, le 10 juin 2014,

Le Directeur de l'établissement public du Parc
national des Calanques,



François BLAND

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai devant le Tribunal administratif de Marseille territorialement compétent.